

## Les racines du mal sont profondes

**L**a plupart des observateurs n'avaient pas prédit un aussi bon score à l'extrême droite, et particulièrement à Jean-Marie Le Pen, lors de l'élection présidentielle des 21 avril et 5 mai 2002. La scission organique de l'extrême droite française en deux partis, il y a maintenant plus de trois ans, et la perte de cadres et militants pour le Front national (FN) semblaient affaiblir l'extrême droite dans son ensemble. Plusieurs des structures de terrain dont l'extrême droite s'était dotée (associations de locataires HLM, soupe populaire à la gare Saint Lazare...) n'avaient plus d'activités ou avaient implosé. Le FN avait recentré ses activités autour de la présence médiatique de son chef. Celui-ci semblait se fourvoyer dans une guéguerre personnelle contre le chef de l'État, Jacques Chirac, et ne plus guère s'intéresser à la construction d'une force politique durablement ancrée dans le paysage politique et social français.

L'attention conférée par les médias aux difficultés de J.M. Le Pen, au cours du printemps dernier, de rassembler les 500 signatures de parrainage nécessaire à sa candidature à l'Élysée, a sans doute en partie contribué à amplifier l'événement. En dénonçant un problème démocratique, au demeurant réel, soulevé par le système des parrainages, et en se posant une fois de plus en "victime du système" prétendument persécutée et peut-être empêchée de se présenter devant les électeurs, Le Pen a pu

retrouver une présence médiatique qu'il avait perdue depuis 1999. Pendant les 15 derniers jours avant l'ouverture officielle de la campagne présidentielle, il a ainsi pu paraître comme se trouvant au centre du débat politique.

En même temps, il a pu s'attirer les sympathies de ceux qui se sentaient, eux aussi, "exclus", comme "lui" l'était apparemment du système politique.

Le terme d'exclusion a d'ailleurs connu un usage, ces 15 dernières années, qui a sans doute contribué à accroître le mal. Depuis environ 1985, la perception dans le débat public de ce qu'était "la question sociale" a radicalement changé. Historiquement, "la question sociale" c'était l'exploitation de la force de travail. Depuis le milieu des années 1980, ce qui était désormais appelée "la nouvelle question" sociale s'articulait autour du couple binaire "inclusion/exclusion". Est exclu, d'après cette définition, celui qui n'a pas d'emploi et vit des minima sociaux. Est par contre "inclus", celui qui "possède" (dans la nouvelle terminologie) un emploi lui assurant des revenus et un certain statut social, ce qui ferait déjà de lui "un privilégié". La catégorie intellectuelle de l'exploitation dans le travail semblait ainsi disparaître derrière la nécessité morale d'être solidaire des exclus. Qui revendiquait une amélioration dans le cadre de son travail, était accusé de vouloir accroître ses prétendus privilèges de manière amoral, au détriment des exclus.

Ce discours était évidemment destiné à dresser un groupe social contre un autre, et de rabaisser les conditions salariales, de travail et de protection d'emploi dans le cadre des relations de travail. Il a laissé des traces dans l'opinion publique, notamment en ce qui concerne les prétendus "privilegiés". Mais il a laissé des traces aussi du côté de ceux qui travaillent dans les conditions les plus dures, dans des situations de précarité, avec parfois des rémunérations de misère. Se sentant à leur tour laissés pour compte, une partie d'entre eux étaient amenés à se dresser contre les "exclus" qu'on avait érigés en leur prétendus ennemis (dont un certain nombre sont évidemment des immigrés, parce que ceux-ci furent les premiers licenciés dans les grandes industries où l'emploi des immigrés se concentrait auparavant). Le racisme et le discours d'extrême droite avaient ainsi un boulevard devant eux.

D'autres facteurs de fond s'ajoutent, qui expliquent l'influence renforcée de l'extrême droite dans le monde du travail et dans les couches populaires. Les 35 heures telles que le gouvernement Jospin les a conçues, n'y sont probablement pas pour rien. L'éparpillement des conditions de leur mise en oeuvre, suivant les branches, la faiblesse des organisations syndicales et leur incapacité (ainsi que parfois leur volonté) à arracher de bons accords et à empêcher l'utilisation de la réforme pour introduire davantage de flexibilité ou annualisation, a causé un certain nombre de dégâts. Le sentiment parfois d'être les dindons de la farce "Aubry", notamment dans la fonction publique et les PME, la perte de repères collectifs, tout cela a dû contribuer à renforcer le malaise social. Et cela tout en rendant difficile son expression unitaire à travers un mouvement social d'ampleur. De plus, l'impuissance du gouvernement Jospin à s'opposer aux multiples plans de licenciements qui, dans tout le pays, ont jeté des milliers de salarié(e)s à la rue, n'est pas pour rien dans cette désespérance sociale qui a alimenté l'extrême droite. Enfin, la campagne sécuritaire, inaugurée par Chevènement, relayée par Jospin et ses

ministres, et amplifiée par la campagne de Chirac a constitué le point d'orgue qui a définitivement convaincu de nombreux électeurs de voter pour l'original (Le Pen) plutôt que pour les pâles copies...

Malgré l'immense mobilisation populaire particulièrement dans la jeunesse, le FN a réussi à stabiliser son électorat à un niveau inégalé. Au deuxième tour, c'est son absence totale d'alliés en dehors de ses propres rangs, qui a empêché l'extrême droite de ratisser au-delà d'un bloc de 18 % des voix (ce qui est déjà énorme). Demain, il pourra en aller autrement. Les tentations d'alliance au sein de la droite existent. Et pour le moment, les couches moyennes sont relativement peu touchées par la crise sociale et économique. Cela aussi peut changer. Le travail à mener n'est pas seulement important : il est urgent.

#### Qui vote Le Pen, et pourquoi ?

Au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen a obtenu 4,771 millions de voix en France métropolitaine et 17,19 % des exprimés. En tenant compte des électeurs d'outre-mer (dont 46865 ont voté Le Pen), le pourcentage est de 16,86 %.

Bruno Mégret, de son côté, obtient 0.664 millions de voix au premier tour, en France métropolitaine. Il faudra y ajouter 7826 électeurs de l'outre-mer. Le pourcentage correspondant sera respectivement de 2,38 % et 2,34 % des suffrages exprimés.

Ainsi, moins d'un demi-point sépare encore l'extrême droite réunie, en France métropolitaine, de la barre symbolique des 20 % des voix, au premier tour de l'élection présidentielle.

Au deuxième tour, Le Pen gagne un peu moins de 47000 voix par rapport au résultat commun des candidats du FN et du MNR réunis au premier tour. Ces 5,525M de voix correspondent néanmoins à un pourcentage légèrement moindre qu'au premier tour (l'extrême droite prise dans son ensemble), avec 17,79 % au total (18,04 % pour la France métropolitaine). Ceci est évidemment dû à la plus forte participation au second tour.

Qui sont les électeurs qui ont porté leurs voix sur les deux candidats de l'extrême droite fasciste, d'où viennent-ils politiquement et socialement ?

## L'origine politique des électeurs de Le Pen

A en croire Le Figaro (23 avril), "27 % des personnes se disant proches du mouvement de Charles Pasqua" ont voté pour Le Pen au premier tour. Tel est également le cas de "26 % de ceux (sympathisants) de Démocratie libérale", alors même qu'Alain Madelin - se réclamant proche du modèle de Silvio Berlusconi, qui gouverne en Italie avec l'extrême droite - était candidat et avait obtenu 3,9 % des voix. Les proportions de ces électeurs ayant voté pour Bruno Mégret ne sont pas précisées, mais on peut les supposer non négligeables, vu le profil de Mégret se présentant parfois comme chaînon intermédiaire entre la droite conservatrice dure et le FN moins respectable que lui (tout en épousant des thèses plus extrémistes encore que celles de Le Pen en matière de racisme et d'immigration, notamment).

Ont également voté pour Le Pen, toujours d'après les chiffres du Figaro, 19 % des personnes n'ayant pas d'attache partisane ainsi que 11 % des sympathisants du RPR.

Par ailleurs un chiffre semble prêter davantage à discussion : "13 % des sympathisants de l'extrême gauche ont préféré Le Pen". On doit sans doute le considérer avec prudence, mais rien n'exclut qu'une partie de l'électorat lepéniste exprime ainsi, non pas sa sympathie pour des formations politiques se revendiquant d'idées révolutionnaires, mais sa radicalité "anti-système". De même y a-t-il 7 % de ceux exprimant de la sympathie pour le PCF, et 7 % de ceux déclarant une certaine sympathie pour le PS, qui auraient voté Le Pen au premier tour.

Partiellement, la progression du score d'extrême droite semble aussi s'expliquer par un transfert de l'électorat qui, jusque-là, appartenait à cette "zone tampon" entre la droite libérale-conservatrice et l'extrême droite que constituait la mouvance Pasqua/de Villiers. La droite anti européenne avait obtenu, sous les couleurs de Philippe de Villiers, 4,74 % ou 1,4 millions de voix à l'élection présidentielle de 1995. Aux européennes de 1999, Charles Pasqua et de Villiers réunis avaient obtenu plus de 13 % des suffrages et 2 millions de voix, dans un contexte marqué alors par l'immédiat après-scission de l'extrême droite. Une partie de cet électorat "souverainiste" de droite devrait s'être reporté, cette fois-ci, sur Le Pen et (dans une proportion inconnue) sur Mégret. D'où semble résulter une bonne partie du gain de 900000 voix que l'extrême droite a réalisé entre 1995 et 2002.

### Les transferts de voix entre les deux tours

Quant au deuxième tour, les chiffres indiquent qu'il y a eu une déperdition d'une partie des voix exprimées pour Le Pen au premier tour. Donc, en contrepartie, celui-ci a dû gagner des voix par ailleurs, puisque son score est légèrement supérieur (en nombre absolu de voix) à celui de l'extrême droite réunie, du 21 avril. D'après Libération (du 07 mai), 70 % des électeurs de Le Pen du premier tour auraient donné leur voix au président du FN au second tour ; d'après Le Figaro du

même jour, tel serait le cas de 80 % d'entre eux. La première hypothèse semble néanmoins irréaliste, puisque les gains de voix indiqués par ailleurs par Libération ne suffiraient pas, et de loin, pour arriver au résultat que Le Pen a réalisé au second tour. On peut supposer, au vu du nombre d'électeurs supplémentaires que Le Pen a pu attirer au second tour, que le nombre de "désertions" parmi ses électeurs initiaux se chiffre entre 10 et 20 % au maximum. Il s'agirait alors, selon toute vraisemblance, d'électeurs qui avaient voté Le Pen pour "protester", tout en ne souhaitant pas le voir réellement participer à l'exercice du pouvoir.

D'où venaient alors les voix nécessaires pour compenser ces pertes de voix survenues entre les deux tours ? Le camp des abstentionnistes y est apparemment pour peu de choses, puisque seulement 3 % ou 4 % des abstentionnistes du premier tour (Le Figaro/ Libération) auraient voté Le Pen au second. On peut supposer que le candidat du FN avait déjà largement épuisé ses réserves parmi les abstentionnistes avant le premier tour, puisque le tollé médiatique autour de ses difficultés pour avoir les 500 signatures de parrainage avait fini par largement mobiliser ses sympathisants un peu plus éloignés, parmi les abstentionnistes potentiels.

Parmi les votants du premier tour, l'électorat qui s'est le plus fortement reporté sur Le Pen au second semble être celui de Christine Boutin (20 % parmi ces électeurs selon Le Figaro). Si on croit Libération, les reports de voix seraient également relativement forts venant de l'électorat d'Alain Madelin, avec 10 % dans ce groupe. Le Figaro n'indique que 3 % de reports de voix de Madelin vers Le Pen dans l'entre deux tours. Par contre, d'après ce journal, ce seraient plus massivement des électeurs du chasseur Jean Saint-Josse et de Français Bayrou (8 % dans chacun des deux électorats) qui se seraient déplacés vers Le Pen. Libération ne fait pas le même calcul : ici, ce serait 0 % (zéro) des électeurs de Bayrou et 4 % des partisans des chasseurs qui auraient voté Le Pen, le 5 mai. Pour l'électorat de Chirac, par contre, il y a unanimité pour constater que les reports sont très faibles (1 % ou 2 %). N'oublions pas l'électorat de Bruno Mégret, qui s'est reporté (d'après Le Figaro) à 61 % sur Le Pen, mais aussi à 27 % sur Chirac.

Quant à la gauche, les choses semblent aussi discutables que sur la droite de l'échiquier politique. Ainsi, Libération indique un report de voix vers Le Pen de 0 % (zéro) parmi les électeurs d'Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Robert Hue. Au contraire, d'après Le Figaro, ces reports seraient de 4 % pour le candidat de la LCR et de 5 % pour les candidats de LO et du PCF. Les électeurs du PS et des Verts auraient voté Le Pen à 4 % respectivement selon Le Figaro, mais à 1 % (Jospin) et 0 % (Mamère) selon Libération. Enfin, l'électorat de Jean-Pierre Chevènement est un peu plus fortement tenté par les sirènes lepénistes que les électorats de gauche d'après Libération (avec 6 % de reports de voix), mais pas selon Le Figaro (2 % seulement). Ajoutons que dans l'ensemble des électorats de gauche, le report de voix sur Chirac au second tour était massif. Il variait ainsi entre 72 % (dans l'électorat d'Arlette

Laguiller, d'après Le Figaro - pour Libération, le chiffre serait de 80 %) et 84/85 % dans l'électorat de Noël Mamère, voire 90 % dans celui de Christiane Taubira. Cependant, quelques manipulations (même involontaires) ne sont pas à exclure concernant les chiffres indiqués par Le Figaro, ce journal n'utilisant pas seulement des chiffres issus de sondages (à la différence de Libération du même jour), mais croisant les réponses données par les électeurs aux sondeurs avec "des éléments issus de l'analyse de transferts de voix dans 200 bureaux de vote". Ici, il suffit de corréliser certains facteurs dans la statistique (p.ex. l'indicateur "protestation sociale") avec un vote donné, et d'en négliger d'autres (qui jouent plus dans le vote bourgeois pour Le Pen, p.ex.) pour arriver à des résultats largement faussés. Il semble peu crédible, en tout état de cause, que les reports de voix vers Le Pen soient moins forts dans l'électorat Madelin que dans l'électorat d'extrême gauche à Paris, p.ex., au vu de la répartition du vote Le Pen au second tour entre les arrondissements parisiens. Ainsi, si les "fiefs" du vote Le Pen au premier tour étaient les 18e et 19e arrondissements, plutôt populaires, au second tour c'étaient au contraire les 8e et 16e arrondissements, plutôt huppés. Donc, le transfert de voix, ici, ne venait probablement pas avant tout de gauche...

### **L'origine sociale de l'électorat Le Pen/Mégret**

En termes de composition sociale, la tendance est grossièrement la même qu'en 1995. Ainsi le vote d'extrême droite est largement représenté dans les couches populaires, mais probablement aussi dans une partie des couches moyennes traditionnelles (commerçants, petits patrons).

Au moins 25 % des ouvriers et 30 % des chômeurs ayant participé à l'élection, semblent avoir voté pour les candidats de l'extrême droite au premier tour. Cette proportion ressemble largement à celle de 1995 (d'après Libération et Le Monde du 25 avril 1995, 27 % des ouvriers et 33 % des chômeurs auraient alors voté pour le président du FN). Mais ces chiffres sont à manier avec prudence : ainsi la proportion des personnes n'ayant pas la nationalité française, des Français non inscrits sur les listes électorales, ainsi que des abstentionnistes sont particulièrement élevées dans les couches sociales les plus défavorisées.

D'après le journal économique La Tribune du 23 avril 2002, 24 % des ouvriers ont voté pour Le Pen et 4 % pour Bruno Mégret. Parmi les chômeurs, ce serait le cas de 30 % (plus 6 %). D'après Libération du même jour, il s'agit de 26,1 % des ouvriers qui ont voté pour Le Pen (la catégorie des électeurs de Mégret, et celle des chômeurs ne sont pas présentées explicitement). Et Le Figaro publie un sondage selon lequel 30 % des ouvriers, et 38 % des chômeurs auraient voté pour Jean-Marie Le Pen.

D'après une analyse plus détaillée de Libération, le vote Le Pen concernerait 14,5 % des salariés du public (un chiffre en-dessous de la moyenne nationale), 17,5 % des salariés du secteur privé, mais 27,7 % dans la catégorie "indépendants". Ceci permet de conclure à une importance particulière des

travailleurs indépendants et précaires, dans cet électorat. (Par contre, les chiffres publiés par Le Figaro sont rigoureusement identiques pour les trois catégories (17 %).)

La Tribune titre d'ailleurs à sa Une, à la même date : "La précarité de l'emploi a favorisé le vote Le Pen". Cette tendance ne semble pas être le seul fait des salariés intérimaires, dont le vote (20 % Le Pen, 5 % Mégret, d'après le même journal) se situe légèrement en-dessous de la moyenne des ouvriers (24 % plus 4 %), mais clairement au dessus de celle des salariés pris dans leur globalité (19 % plus 3 %).

Quant au second tour, il y a peu de chiffres disponibles, si ce n'est que 33 % des ouvriers auraient alors voté Le Pen, d'après Libération du 7 mai. L'intensité du vote d'extrême droite varie selon que le niveau de revenus du foyer est élevé (14 %), moyen (16 %) ou bas (20 %), d'après la même source. Et Le Pen ferait alors 10 % des voix parmi ceux considérant leur situation personnelle comme "améliorée", 13 % parmi ceux qui la considèrent comme "stable", mais 30 % parmi ceux d'après qui elle serait "en régression".

### **Proximité syndicale et vote d'extrême droite**

L'appartenance, ou au moins la proximité syndicale ne semble pas, dans tous les cas, constituer un rempart efficace contre la tentation du vote d'extrême droite. Ainsi, un sondage (sortie des urnes) CSA/Liaison Sociales permet d'analyser le vote en fonction de "la proximité syndicale" déclarée par les intéressés. L'image globale reflétée par ce sondage semble assez plausible, au vu des tendances générales dégagées par l'ensemble. Le vote d'extrême droite (au premier tour) serait ainsi particulièrement important à la CFTC avec 24 % (19 % Le Pen plus 6 % Mégret) et à Force Ouvrière avec 18 % (dont 15 % pour Le Pen), ce qui correspond d'assez près aux résultats comparables de 1995, suivis de 15 % pour la confédération des cadres (12 % des "proches" de la CGC votant pour Le Pen, 3 % pour Mégret). Ces résultats ne surprennent guère face à ceux déjà obtenus en 1995. Mais cette fois-ci, le vote d'extrême droite s'est aussi nettement renforcée parmi les sympathisants (autodéclarés, donc dont la véritable adhésion aux idées et pratiques syndicales n'est pas vérifiable) de la CGT et de la CFDT. Parmi les "proches" de la CGT, dont la majorité du vote se répartit entre l'extrême gauche, Robert Hue et Lionel Jospin, on trouve ainsi également 13 % d'électeurs d'un candidat d'extrême droite (dont 12 % pour Le Pen). A la CFDT, dont les suffrages sont plutôt partagés entre le vote Jospin et la droite classique, 12 % voteraient néanmoins pour Le Pen (10 %) ou Bruno Mégret.

### **D'autres facteurs sociaux de vote pour l'extrême droite**

Dans une autre catégorie, celle des artisans, commerçants et petits patrons, il semble difficile d'obtenir une image claire quant à l'adhésion électorale de ces couches au vote d'extrême droite.

Ainsi Le Figaro indique--t-il qu'au premier tour, 19 % dans la catégorie "Artisans, commerçants" auraient voté pour Le Pen. Mais d'après les chiffres de Libération, cette proportion serait de 31,9 % dans la rubrique "Artisan, commerçant, chef d'entreprise". Ces disparités peuvent trouver une explication. Au-delà des facteurs habituels qui mènent à une distorsion des statistiques (les électeurs d'extrême droite cachent la réalité de leur vote aux sondages, soit par un "effet de honte", soit parce qu'ils considèrent comme normal de mentir aux représentants des "politiques et journalistes, tous menteurs et pourris"), d'autres facteurs viennent s'y ajouter concernant plus particulièrement ces couches moyennes et petites bourgeoises. Ainsi le sens de ne pas perdre sa réputation, mais aussi la nécessité de ne pas se mettre à dos des clients devrait être plus forte dans ces couches, que dans les milieux les plus défavorisés socialement.

En plus, des disparités régionales peuvent exister : le vote "petit bourgeois" pour l'extrême droite doit être plus fort dans des zones où le FN est devenu (sur le plan électoral au moins) un vrai parti fort et interclassiste, comme le sud-est de la France, que dans d'autres secteurs. Pour finir, il y a des zones où le vote d'extrême droite est davantage issu de milieux fermés proches de la droite classique. Tel est le cas notamment en Alsace, où le vote FN a progressé dans le passé sur la base d'une crise de la vieille démocratie chrétienne, liée à une déconfectionnalisation de la société, engendrant une certaine crise d'identité dans des milieux socialement (anciennement) fermés. Dans d'autres zones, au contraire, tel que dans les centres urbains et les zones de crise industrielle du Nord et de l'Est de la France, le vote FN (ou MNR) est avant tout un vote de crise sociale, ayant attiré aussi un certain nombre de voix ouvrières et d'anciens électeurs de gauche.

Au second tour, par contre, Libération indique un vote de 20 % en faveur de Le Pen dans la catégorie "Artisan, commerçant, chef d'entreprise".

### **Génération Le Pen...**

Concernant la répartition par génération du vote d'extrême droite, il est difficile de se faire une idée proche de la réalité. Pour la génération la plus jeune d'électeurs, les 18 à 24 ans, les chiffres au premier tour varient ainsi entre 12 % pour Le Pen (Libération du 23 avril) et 20 % pour Le Pen plus 2 % en faveur de Mégrez (La Tribune du même jour). Au bout de quelques jours, une moyenne de 16 % des électeurs de cette génération est indiquée par la plupart des médias, tout en précisant que 37 à 40 % de ces jeunes électeurs n'ont pas voté au premier tour, ce qui ramène cette moyenne à une plus faible proportion dans cette classe d'âge. Une tendance générale qui apparaît dans l'ensemble des statistiques, indique néanmoins que la proportion la plus forte d'électeurs d'extrême droite se trouve autour de 50 ans, donc parmi les personnes se trouvant dans la dernière phase de leur vie active. Parmi les plus âgés, cette proportion recule, ce que certains observateurs font remonter à une expérience vécue du fascisme et de la

guerre. Un autre constat, qui semble généralisable, concerne néanmoins les fortes résistances d'une partie importante de la jeunesse aux idées racistes et fascistes véhiculées par l'extrême droite. Cet état de fait apparaissait très nettement à travers les manifestations de rue que l'on a pu observer entre les deux tours.

Au second tour, Libération indique un vote (plus fort que la moyenne) de 21 % pour Le Pen parmi les 16 - 24 ans, et de 22 % parmi les 25 à 34 ans. Si cette tendance était à confirmer, il est possible qu'une mobilisation de sympathisants lepénistes ait eu lieu dans ces classes d'âge entre les deux tours, éventuellement dans le cadre d'une polarisation entre adversaires et partisans du chef du FN. Mais cela nécessiterait une confirmation plus nette, d'autres sources n'étant pas disponibles pour le moment.

### **Les thèmes chers aux électeurs de Le Pen/ Mégrez (chiffres du premier tour)**

Pour 58 % des électeurs dans la moyenne nationale, mais 74 % des électeurs de Le Pen, "la sécurité" apparaissait comme l'un des thèmes "qui ont le plus compté dans (leur) choix de vote", d'après Le Figaro du 23 avril. (D'après Libération, ces chiffres sont de 53 % pour la moyenne nationale et de 73 % pour l'électorat de Le Pen.) Le thème était suivi par celui de "l'immigration", d'une importance cruciale pour une minorité des électeurs pris ensemble (18 % d'après Le Figaro, 11 % selon Libération), mais pour une partie plus importante parmi les électeurs de Le Pen (60 % à en suivre Le Figaro, 30 % selon Libération). Les disparités des chiffres entre différents journaux peuvent s'expliquer par un nombre plus ou moins important de choix qui étaient proposés aux interrogés.

Quasiment l'ensemble des autres sujets de préoccupation paraît avoir une importance moindre pour les électeurs de Le Pen (et probablement aussi de Mégrez). Il en va ainsi du chômage - un thème important pour 38 % des électeurs dans leur ensemble selon Le Figaro (23 % d'après Libération), mais seulement 31 % des électeurs lepénistes (ou 16 % selon Libération). La même chose est vraie pour les retraites : la question a de l'importance pour 27 ou 19 % des électeurs (Figaro/ Libération), mais seulement pour 22 % ou 16 % de ceux ayant voté Le Pen. Même punition pour la question de l'exclusion et la pauvreté, qui intéresse 31 % des électeurs vus par Le Figaro, mais seulement 19 % des lepénistes dans l'urne. Même le pouvoir d'achat, qui est quand même aussi le leur, semble moins intéresser les électeurs lepénistes. Si la question est importante pour 20 % des électeurs d'après Le Figaro (9 % selon Libération), elle ne motive que 14 % ou 8 % de ceux qui ont voté Le Pen.

Et ne leur évoquez surtout pas des problèmes comme l'environnement (important pour 19 %/ 11 % des électeurs, mais pas plus de 6 %/ 1 % des lepénistes) ! L'Europe, n'en parlons pas...

Par contre, les électeurs lepénistes se réveillent quand on leur parle d'impôts, ou plus précisément de leur réduction - ça intéresse 20 % ou 14 % des Français ayant voté, mais également 20 % ou 17 % de ceux qui ont voté plus précisément Le Pen. Et pour finir, les scandales et les affaires semblent aussi empêcher certains d'entre eux de dormir, mais non pas de voter Le Pen, puisque la question - si elle n'intéresse que 7 % des électeurs - concerne quand même 8 % dans l'électorat de Le Pen, mais seulement 1 % dans l'électorat de Jacques Chirac, ce qui, en l'occurrence, n'a pas de quoi surprendre...

Dès lors que l'on voit que les électeurs lepénistes forment 14,9 % parmi ceux considérant leur situation sociale comme "plutôt favorisée", mais pas moins de 26 % parmi ceux qui la considèrent comme "plutôt défavorisée" (alors que, ce qui devrait être un signe alarmant pour la gauche, la proportion est presque inversée dans l'électorat de Lionel Jospin), ces résultats peuvent avoir de quoi surprendre. Ceci notamment par rapport au désintérêt concernant certaines questions relevant de la justice sociale, au sens large du terme.

L'apparente énigme semble trouver sa solution dès lors qu'on considère que l'électorat de Le Pen est avant tout un groupe de personnes, souvent issues des milieux populaires ou des basses couches moyennes, ne croyant plus en des solutions politiques, rationnelles, collectives, délibérées des problèmes qu'ils rencontrent. Face à une dégradation sociale qu'ils rencontrent, ils ont choisi la désolidarisation et l'option en faveur des solutions autoritaires, en croyant pouvoir ainsi tirer leur propre épingle du jeu. La déception, désillusion et désorientation face à la politique poursuivie par les partis de gauche n'y sont certainement pas pour rien. La mentalité sociale ainsi engendrée va très bien de pair avec un égoïsme collectif, qui s'exprime notamment à travers le cri sans cesse répété : "Moins d'impôts !", au lieu de revendiquer des meilleures prestations collectives, des services publics améliorés, l'instauration de la gratuité pour certains services ou installations correspondant à des besoins sociaux fondamentaux. Et le fait de rouspéter contre les affaires, "les corrompus", "les incapables" qui empêchent, soi-disant, les intéressés de vivre tranquille ou mieux, n'est pas forcément étranger à cette mentalité politique non plus. Le discours anti-corruption primaire est, dans ce cas de

figure, le contraire d'une prise de conscience sociale quant aux problèmes posés à une collectivité.

### **Communiqué de la fédération CGT des PTT (Avril 2002)**

*La Poste a fait diffuser la semaine précédant le premier tour de l'élection présidentielle une publicité de Jean Marie Le Pen.*

*Elle a, pour ce faire, passé un contrat en toute illégalité puisque l'article L 52.1 du code électoral et l'article 7 de son propre bulletin officiel du 20 mars 2002 précise que la « distribution des Postcontact (publicité non adressée) politiques est interdite pendant toute la campagne électorale ».*

*La Poste se retranche derrière le fait que cette publicité a trait à l'élection législative et non présidentielle, alors même que la photo de Jean Marie Le Pen est au dos de cette publicité.*

*C'est intolérable, jusqu'où La Poste est-elle prête à aller pour réaliser un contrat et se mettre de l'argent dans la poche ?*

*La CGT, porteuse de valeurs de justice sociale, de liberté et de paix, de lutte contre l'intolérance et contre toutes formes de racisme, appelle à tout mettre en oeuvre pour faire barrage à Jean Marie Le Pen et à l'extrême droite.*

*Il est inadmissible qu'une entreprise comme La Poste, garante de missions de Service public, ait pu, en quelle que façon que ce soit, jouer un rôle dans le résultat du premier tour de l'élection présidentielle.*

*Ainsi, dans le département de l'Hérault (mais ce n'est sans doute pas le seul), la propagande officielle, seule autorisée légalement, n'a pu être distribuée, faute de moyens, dans plusieurs communes alors que le contrat de publicité de Jean Marie Le Pen a été, lui, honoré dans sa totalité. Cela signifie que des milliers d'électeurs n'ont eu, pour seule propagande politique, que les tracts du Front National. Il est à signaler que le FN fait un score relativement important dans ce département.*

*Par ailleurs, nous apprenons que la Direction Générale de La Poste a adressé à toutes les directions départementales une note demandant de pavoiser les bureaux de poste aux couleurs nationales les jours de célébrations nationales, et notamment le 12 mai 2002, Fête de Jeanne d'Arc, mettant cette célébration sur le même plan que la célébration du Souvenir de la Déportation*

*du 28 avril ou l'anniversaire de la victoire du 8 mai 1945. Dans le contexte actuel, cela prend une dimension inquiétante et particulière.*

*La Fédération CGT dénonce vigoureusement l'attitude de La Poste et intervient auprès de sa direction générale pour que soit stoppée la diffusion de la*

*« publicité » du FN et que les bureaux de poste ne soient pas pavoisés le 12 mai.*

*La CGT appelle tous les postiers épris de démocratie et de justice sociale à se rassembler et à intervenir dans ce sens.*

*La CGT appelle à faire du 1er mai une grande journée de lutte pour faire barrage à l'extrême droite et pour porter les aspirations et les revendications des salariés.*

### **LES SYNDICATS FRANÇAIS FACE AU SEISME DU PREMIER TOUR DES PRESIDENTIELLES**

Les résultats du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles le 21 avril, mettant pour la première fois un candidat de l'extrême droite au second tour de cette élection a été analysé par les organisations syndicales françaises comme un véritable séisme politique s'attaquant aux valeurs mêmes du syndicalisme et mettant en danger la démocratie elle-même. D'autant que des sondages montrent que le Front National s'est durablement implanté chez les ouvriers, les employés et les chômeurs, y compris dans la frange de sympathisants des organisations syndicales elles-mêmes.

Ainsi, pour la CGT, « notre pays se retrouve placé dans une situation politique inédite, dangereuse pour les intérêts des salariés, la démocratie, les libertés ». La CFDT se dit en « état de choc » et constate que cette situation « met à mal les valeurs de tolérance, d'égalité, de liberté, de fraternité » de notre démocratie et constitue « un affront pour tous les démocrates qui refusent la xénophobie, le racisme et la régression sociale dont est porteuse l'extrême droite ». Dans un communiqué commun, la FSU, l'Union Syndicale G10 solidaires et la Fédération des Finances CGT, ces résultats du premier tour, produisent une situation d'une extrême gravité qui ne peut qu'inquiéter tous ceux qui sont attachés aux valeurs de la démocratie, de la tolérance, du progrès social et de la laïcité.

Face à cette situation inédite, l'appel à une mobilisation unitaire massive dans le cadre de la journée du 1<sup>er</sup> mai est unanime. Ainsi, dans un communiqué commun, la CFDT, la CGT, la FSU

et l'UNSA « considèrent qu'il est de leur responsabilité de combattre les idées racistes, xénophobes, antisémites et populistes. Elles entendent défendre les valeurs démocratiques et républicaines de tolérance, d'égalité, de liberté et de fraternité qui sont à la base de la démarche syndicale ». « Elles entendent donc faire de ce 1er mai un temps fort d'initiatives et de manifestations syndicales pour le progrès social, les revendications et la démocratie. Elles appellent leurs adhérents et adhérentes, l'ensemble des salariés, des chômeurs et des retraités à se mobiliser, dans le cadre syndical, et à participer massivement aux manifestations qui seront décidées sur cette base par leurs organisations ». De même, la FSU, l'Union Syndicale G10 solidaires et la Fédération des Finances CGT, « lancent un appel pour que le 1er mai soit une étape importante de cette unité du mouvement syndical et social pour la démocratie, pour le progrès social et la justice et pour les revendications. La gravité de la situation l'exige ». Malgré les quelques préséances et préalables qui n'ont pas permis au niveau national un appel totalement commun, dans la plupart des régions, y compris à Paris, l'unité a été très large créant aussi les conditions nécessaires à la tenue des manifestations massives qui se sont déroulées ce 1<sup>er</sup> mai dans toute la France.

Mais confronté à cette situation, ce n'est pas seulement sur la mobilisation du 1<sup>er</sup> mai mais aussi sur le vote du second tour que les organisations syndicales se sont exceptionnellement exprimées. Ainsi la CFDT, la CGT, la FSU et l'UNSA « sont déterminées à faire obstacle au programme de l'extrême droite qui attaque en règle la sécurité sociale, entend mettre à mal l'éducation, programme fondé sur les discriminations et la xénophobie qui nie purement et simplement le cadre européen » et « appellent les salariés à faire barrage, par leur vote, à Jean-Marie LE PEN ». La CFDT va nettement plus loin dans son expression en appelant « dans ces circonstances exceptionnelles qui nécessitent la mobilisation de tous les démocrates », « ses adhérents et ses sympathisants, quelles que puissent être leurs préférences et affinités politiques, à se rendre massivement aux urnes, à voter pour Jacques Chirac ». Enfin, la FSU, l'Union Syndicale G10 solidaires et la Fédération des Finances CGT, indiquent que « face à cette situation lourde de menaces pour le monde du travail, en matière de droits, de libertés, de progrès social et de démocratie, Il faut faire reculer l'intolérance, le racisme et la xénophobie » et « appellent à faire

barrage à l'extrême droite et à tout faire pour que le score de Le Pen soit le plus bas possible ».

Par ailleurs, dans chacune des organisations, par des tracts, par la presse des organisations ou par des documents plus fouillés, des analyses sur Le Front National et sur son programme ont été largement diffusées. Ainsi en est-il du document du Centre Confédéral d'Etudes économiques et sociales de la CGT intitulé « sept vérités sur le programme « social » du Front National »

Mais l'Union dans la rue le 1<sup>er</sup> mai et des positionnements proches mais pas sans nuance face au vote de second tour ne sauraient masquer les différences d'analyses entre les organisations sur les causes de cette situation et sur les stratégies à mettre en œuvre. La CFDT s'en prend au trop peu de réforme et de dialogue social, aux simplismes populiste et tend à renvoyer dos à dos « les extrémismes ». La CGT rappelle au chapitre des problèmes sociaux non résolus : « emploi, salaires, retraite, politique de santé, devenir des services publics sont autant de sujets qui préoccupent légitimement les salariés et auxquels des réponses concrètes et urgentes doivent être apportées. ». La FSU, l'Union Syndicale G10 solidaires et la Fédération des Finances CGT, considèrent ... « qu'il faut reconstruire l'espoir ». « Cela veut dire redonner confiance dans l'action et la réflexion collective, les valeurs de solidarité, de justice, d'éducation et de culture. Cela veut dire contribuer à construire des alternatives, à bâtir et faire prévaloir une politique qui réponde aux besoins de la population, qui se fonde sur la justice sociale, sur la lutte contre le chômage et l'exclusion, sur une meilleure répartition des richesses produites, sur l'éducation, la formation et l'insertion de tous les jeunes, sur le rôle des services publics et l'égalité des droits pour tous. ». L'Union syndicale-G10 Solidaires estime quant à elle qu'il « nous faut réfléchir sur les raisons profondes de cette situation. Les politiques libérales menées par les gouvernements successifs, l'absence de projet politique socialement ambitieux, la banalisation du discours du Front national... tout cela conduit à une désaffection profonde de l'électorat populaire vis-à-vis de la classe politique traditionnelle. Le refus de s'attaquer à la mondialisation libérale, l'acceptation de la logique du profit, l'incapacité et le refus du gouvernement de s'opposer aux plans de licenciement, le développement de la précarité, de la misère... tout cela explique la montée de l'abstention, le désarroi d'un électorat, face à l'autisme des forces de gauche traditionnelles. »

Le débat politique et social est donc bel et bien lancé. Mais plus que jamais la vigilance s'impose quant à l'action de l'extrême droite

particulièrement dans l'après législatives. Dans la grave crise politique, économique et sociale que nous vivons, il y a hélas une large marge de progression pour le Front National. De ce débat sans exclusive, ni complaisance peut sortir des bilans et une volonté d'agir.

## AMI(E)S LECTRICES ET LECTEURS

*PENSEZ A VOUS REABONNER...*

Sommaire :

Pages 1 à 6 : résultats et analyse présidentielles

Page 6 : CGT Poste

Pages 7 et 8 : les syndicats face au séisme de la présidentielle.

### Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal

Ville

🍏 10 numéros : 7,60 euros

🍏 Abonnement de soutien : 15 euros ou plus

Chèque à l'ordre de : ISA

**ATTENTION AU CHANGEMENT D'ADRESSE !**

### Contact

ISA chez VISA 80, 82 rue de Montreuil,  
75011 Paris

Fax : 01 48 36 66 33

e-mail : [visacom@club-internet.fr](mailto:visacom@club-internet.fr)

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),  
C. Aumeran (SNUI),  
C. Birnbaum (SNESUP-FSU),  
P. Farfart (SNUIPP-FSU),  
F Mahé RIF Paris 19°  
JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),  
D. Turbet-Delof (SNUI),  
JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins  
VISA : 80/82 rue de Montreuil 75011 Paris